

CEVIPOF


CENTRE DE RECHERCHES POLITIQUES DE SCIENCES PO

Le Panel Électoral Français 2007

1^{re} vague – 29 mars - 21 avril 2007

La perception des enjeux
économiques & sociaux, & leur influence
sur le vote du 22 avril 2007.

Nonna MAYER & Bruno PALIER
Avec la collaboration de Viviane LE HAY

Les données du PEF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le PEF 2006-2007 se déroule en cinq vagues de mars – avril à juin 2007.

Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po.

La perception des enjeux économiques & sociaux, & leur influence sur le vote du 22 avril 2007.

Nonna MAYER & Bruno PALIER
Avec la collaboration de Viviane LE HAY

Tous les sondages précédant le scrutin, à commencer par les 4 vagues du Baromètre politique français ont montré la centralité des enjeux socio économiques dans la campagne présidentielle de 2007. C'est ce que confirme la première vague du Panel électoral français (PEF), terminée à la veille du scrutin du 22 avril : le chômage arrive largement en tête des problèmes cités comme les plus importants au moment de voter, suivi par les inégalités sociales et le pouvoir d'achat (classés en premier par respectivement 25, 12 et 10% de l'échantillon, et en premier ou en second par 39, 22 et 25%).

Mais évaluer précisément le poids de ces enjeux sur le choix électoral est un exercice plus difficile qu'il n'y paraît.

1. Les perceptions de ces enjeux sont structurées par le clivage gauche droite, les attentes et les priorités des électeurs et des électrices de Nicolas Sarkozy se distinguent nettement de celles de l'électorat de Ségolène Royal et plus encore de l'extrême gauche. Nous verrons comment sur chaque enjeu se structurent les clivages.
2. Mesurer l'impact de l'économie sur le vote, dans la tradition des modèles économétriques du comportement électoral et de l'école du *rational choice*, est tout aussi complexe. Juge-t-on les candidats sur leurs performances économiques passées ou sur leurs promesses, les tient-on responsables de sa propre situation économique ou de celle du pays ? L'enquête offre les indicateurs nécessaires pour démêler ces quatre effets.
3. Les situations socio économiques réelles des individus sont mal connues, en particulier celles des plus défavorisées. Grâce au PEF2007 on a pour la première fois les moyens d'étudier les situations de grande précarité. En combinant chômage, type de contrat de travail, sentiment de ne « pas pouvoir s'en sortir », on peut caractériser 15% de l'échantillon

(N=608) comme « salariés précaires » et analyser certaines de leurs opinions et leur vote de façon précise¹.

1. La structuration des perceptions socio économiques

Même si l'on souligne parfois l'affaiblissement du clivage gauche-droite, ou bien si l'on peut noter des déplacements idéologiques manifestes au cours de cette campagne électorale, les perceptions des enjeux sociaux et économiques restent structurées par le clivage gauche droite. Les attentes et les priorités des électeurs et des électrices de Nicolas Sarkozy se distinguent nettement de celles de l'électorat de Ségolène Royal et plus encore de l'extrême gauche.

Nous avons ainsi pu tester les questions qui ont opposé les candidats au cours de la campagne, et l'on retrouve les clivages des candidats dans les représentations de leurs électeurs du premier tour.

Ainsi, les questions ayant trait aux chômeurs restent très clivantes : 18% des personnes se positionnant à gauche sont tout à fait d'accord (et 27% plutôt d'accord) avec l'idée que les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment, quand ils sont 34% parmi ceux qui se positionnent à droite à être tout à fait d'accord (et 42% plutôt d'accord) et 26% de la population interrogée (34% plutôt d'accord). Si l'on regarde les intentions de vote, on s'aperçoit que c'est principalement chez les électeurs de J-M Le Pen et de P. de Villiers que l'on est tout à fait d'accord avec l'idée que les chômeurs pourraient trouver du travail (44% tout à fait d'accord), alors que les électeurs de N. Sarkozy, (30,9%) ne sont qu'à 4% au-dessus de la moyenne des Français (qui se situe à 26,5%), tandis que ceux de S Royal se situent à 18,5%.

De même, sur la question des impôts, les clivages restent marqués entre les électeurs de la gauche qui considèrent plus souvent que les autres qu'il faudrait augmenter les impôts pour ceux qui gagnent plus de 4000 Euros. Ainsi, parmi les électeurs de O. Besancenot ou de S. Royal, un peu plus de 32% sont tout à fait d'accord avec cette proposition, alors qu'ils ne sont que 20% des électeurs de F Bayrou, et 21% de ceux de N. Sarkozy, pour 26% de l'ensemble des personnes interrogées qui partagent cette opinion.

¹ Un grand merci à Viviane Lehay pour nous avoir aidés à construire cet indicateur complexe.

Quand on teste l'idée d'obliger les entreprises qui délocalisent à rembourser les aides publiques qu'elles ont perçues, ici encore, les réponses divergent en fonction du clivage gauche droite et du choix électoral. Ainsi, 77% des électeurs de O. Besancenot sont tout à fait pour cette mesure, 68% des électeurs de S Royal (le même chiffre pour les électeurs de J-M Le Pen), tandis qu'ils sont 62% chez les électeurs de François Bayrou et 59% chez ceux de N Sarkozy, pour une moyenne des personnes interrogées de 65%.

Enfin, on constate que 62% des électeurs de S Royal sont pour porter le SMIC à 1500 Euros le plus tôt possible, contre 36% pour les électeurs de N Sarkozy (45% pour ceux de F Bayrou), pour 48,5% de l'ensemble des personnes interrogées. Quand 6,9% des électeurs de S Royal sont plutôt contre cette mesure, ils sont 19,5% chez ceux de N Sarkozy.

Même si Nicolas Sarkozy semble avoir réussi à se poser en candidat de la rupture, le jugement porté par les personnes interrogées sur les réformes sociales du gouvernement sortant est lui aussi marqué par un clivage gauche droite, où la gauche a une évaluation plus critique des réformes sociales récentes que la droite. Ainsi, la baisse des impôts sur les revenus est jugée plutôt positive pour la France par 46% des électeurs de O. Besancenot ou de S Royal, mais par 60% des électeurs de N Sarkozy (et par 51% de l'ensemble des personnes interrogées). La réforme des retraites est jugée plutôt positive pour la France par 47% des électeurs de O. Besancenot, par 51% de ceux de Royal, mais par 63% des électeurs de N Sarkozy (et par 56% de l'ensemble des personnes interrogées). La mise en place du CNE quant à elle est jugée est plutôt positive pour la France par 19% des électeurs de O. Besancenot, par 22% de ceux de Royal, mais par 41% des électeurs de N Sarkozy (et par 31% de l'ensemble des personnes interrogées).

L'évolution perçue du chômage elle aussi varie en fonction du vote. Ainsi, on voit une courbe en U se dessiner autour de l'opinion selon laquelle le chômage aurait (ou non) augmenté : 30% des électeurs de O. Besancenot considèrent que le chômage a beaucoup augmenté en France au cours de ces dernières années, 23% des électeurs de S Royal, 14,5% de ceux de F Bayrou et seulement 10,5% de ceux N. Sarkozy. Mais ils sont 27% à le considérer chez les électeurs de J-M Le Pen (pour 18% de l'ensemble des personnes interrogées).

On remarquera enfin que le thème des 35 heures reste lui aussi clivant, dans la mesure où 28% des électeurs de S Royal considèrent les 35 heures avec une connotation positive, 13% ceux de F Bayrou et 8% ceux de N. Sarkozy (pour 17% de l'ensemble des personnes interrogées).

2. Le vote du porte monnaie

Aux Etats-Unis il existe une tradition ancienne d'analyse « économétrique » mesurant l'impact électoral des variables économiques : chômage, croissance, inflation². L'hypothèse au cœur de ces travaux est celle de la « responsabilité ». L'électorat tient le gouvernement en place pour responsable de l'état de l'économie et vote en conséquence : si les indices sont bons, il le récompense en votant pour lui, s'ils sont mauvais il le punit en votant pour l'opposition. De nombreuses variantes sont possibles. Le vote peut être *rétrospectif* : l'électeur réagirait en fonction des performances passées du gouvernement ou du candidat, mais il peut aussi être *prospectif*, sur la base des performances attendues. L'évaluation de la situation économique peut aussi revêtir deux formes différentes, celle du vote « *ego tropique* », où l'électeur réagit en fonction de ses finances personnelles, et celle du vote « *socio tropique* », où il réagit en fonction de la situation économique du pays.

En France cette approche est moins développée. C'est grâce à un chercheur américain, Michael Lewis Beck³, qu'est introduite pour la première fois dans une enquête post électorale du Cevipof une batterie de questions sur la perception de la situation économique personnelle et collective, passée et future :

- Dans les douze derniers mois avez-vous le sentiment que votre situation financière s'est améliorée, s'est dégradée ou est restée la même? (vote rétrospectif ego tropique)
- Dans les douze prochains mois avez-vous le sentiment que votre situation financière va s'améliorer, se dégrader ou rester la même ? (vote prospectif ego tropique)
- Dans les douze derniers mois avez-vous le sentiment que la situation économique du pays s'est améliorée, s'est dégradée ou est restée la même ? (vote rétrospectif socio tropique)
- Dans les douze prochains mois avez-vous le sentiment que la situation économique du pays va s'améliorer, se dégrader ou rester la même ? (vote prospectif socio tropique)

L'enquête a été menée après l'élection présidentielle de 1995 auprès d'un échantillon de 4078 personnes représentatif de l'électorat inscrit sur les listes électorales, dans un contexte où le chômage était la préoccupation première, en augmentation constante depuis l'arrivée d'Edouard Balladur à Matignon, passé de 11% de la population active en mars 1993 à 12,2% en mars 1994 et mars 1995. Le Premier ministre sortant, Edouard Balladur, perçu comme responsable de la politique économique, a été jugé sur son bilan : ceux qui ont le moins voté pour lui sont ceux qui portent des jugements négatifs sur l'évolution de l'économie au cours des 12 derniers mois. En

² Cf. N.Mayer, « Le vote du porte monnaie » in P.Perrineau dir., *L'atlas électoral*, Presses de Sciences Po, 2007.

³ « Le vote du porte monnaie en question » in D.Boy, N.Mayer dir., *L'électeur a ses raisons*, Presses de Sciences Po, 1997.

revanche Jacques Chirac a été jugé sur ses promesses. Ceux qui votent pour lui, au premier comme au second tour, sont ceux qui lui font confiance pour améliorer la situation économique. C'est particulièrement net au second tour : 72% de ceux qui pensent que la situation économique de la France va s'améliorer dans les 12 prochains mois ont voté pour Chirac, 82% de ceux qui pensent le contraire ont voté pour Jospin

Le contexte actuel est très différent. Depuis deux ans le taux de chômage est passé sous la barre des 10%, et il a significativement baissé au cours des derniers mois même si l'ampleur de cette baisse est contestée. Mais les perceptions restent négatives puisque près de la moitié de l'échantillon du PEF 2007 a le sentiment que « ces derniers mois le chômage en France a augmenté », contre 29% qui jugent qu'il est resté stable et 20% qu'il a diminué. Et 43% voient « un peu » ou « beaucoup de risques » à se retrouver au chômage dans les mois à venir, pour eux personnellement ou quelqu'un de leur foyer.

Le jugement global sur l'économie en porte la marque, il est infiniment plus négatif qu'il y a 12 ans (tableau 1). A la veille du 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2007 une personne interrogée sur deux juge que sa situation économique personnelle s'est dégradée et deux sur trois que celle du pays s'est détériorée au cours des douze derniers mois, proportions respectivement en hausse de 11 et 27 points par rapport à 1995. Un peu plus de la moitié juge que dans les douze mois à venir sa situation personnelle restera la même, et une sur cinq qu'elle va se dégrader, proportion en hausse de 6 points par rapport à 1995. Quant à la situation économique de la France plus du quart de l'échantillon estime qu'elle va se dégrader dans l'année qui vient soit une hausse de 15 points par rapport à 1995. C'est un pessimisme généralisé, même s'il atteint ses records, sur ces quatre indicateurs, dans les électors de la gauche de la gauche (Schivardi, Laguiller, Bové, Besancenot, Buffet) et de la droite de la droite (de Villiers, Le Pen).

Si l'on cherche à mesurer l'influence de ces perceptions sur le vote, le candidat dont le score apparaît le plus fortement lié aux perceptions économiques est Nicolas Sarkozy (tableau 2a). Il fait ses meilleurs scores chez les électeurs et les électrices qui portent un jugement positif tant sur la situation économique passée que sur la situation future. Ils le créditent des bons résultats du gouvernement dont il faisait partie, et ils font confiance à sa « rupture tranquille » pour améliorer encore la situation économique dans les mois qui viennent. Et comme en 1995,

Tableau 1 :

Jugement sur la situation économique après le second tour de l'élection présidentielle de 1995 et avant le premier tour de l'élection présidentielle de 2007

Mai 1995	Dans les 12 derniers mois		Dans les 12 prochains mois	
La situation économique	La sienne	Celle du pays	La sienne	Celle du pays
S'améliore	8	17	28	45
Reste la même	52	39	49	32
Se dégrade	39	40	15	11
SR	1	4	8	12

Avril 2007	Dans les 12 derniers mois		Dans les 12 prochains mois	
La situation économique	La sienne	Celle du pays	La sienne	Celle du pays
S'améliore	7	5	19	20
Reste la même	42	24	52	39
Se dégrade	50	67	21	26
SR	1	4	8	15

Tableau 2a :

Vote Sarkozy au premier tour de l'élection présidentielle de 2007 selon le jugement sur la situation économique

	Dans les 12 derniers mois		Dans les 12 prochains mois	
La situation économique	La sienne	Celle du pays	La sienne	Celle du pays
1. S'améliore	35	48	35	41
2. Reste la même	37	36	33	32
3. Se dégrade	26	28	25	23
Ecart 1-3	-9	-20	-10	-18

Tableau 2b :

Vote Bayrou au premier tour de l'élection présidentielle de 2007 selon le jugement sur la situation économique

	Dans les 12 derniers mois		Dans les 12 prochains mois	
La situation économique	La sienne	Celle du pays	La sienne	Celle du pays
1. S'améliore	26	15	18	18
2. Reste la même	18	19	19	19
3. Se dégrade	18	19	18	19
Ecart 1-3	-8	+4	0	+1

Tableau 2c :

Vote Royal au premier tour de l'élection présidentielle de 2007 selon le jugement sur la situation économique

	Dans les 12 derniers mois		Dans les 12 prochains mois	
La situation économique	La sienne	Celle du pays	La sienne	Celle du pays
1. S'améliore	21	24	27	25
2. Reste la même	26	24	25	25
3. Se dégrade	26	26	23	24
Ecart 1-3	+5	+2	-4	-1

Tableau 2d :

Vote de Villiers/Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle de 2007 selon le jugement sur la situation économique

La situation économique	Dans les 12 derniers mois		Dans les 12 prochains mois	
	La sienne	Celle du pays	La sienne	Celle du pays
1. S'améliore	9	4	8	8
2. Reste la même	9	9	12	13
3. Se dégrade	17	15	20	19
Ecart 1-3	+8	+11	+12	+11

les jugements socio tropiques comptent plus que les jugements ego tropiques, l'électorat se détermine plus en fonction de la situation économique globale que de sa situation personnelle. On note quelques vingt points d'écart entre le score de Sarkozy chez les personnes qui trouvent que la situation du pays s'est améliorée ou va s'améliorer et ceux qui jugent qu'elle s'est dégradée ou va empirer, contre dix points d'écart s'il s'agit de leur situation personnelle.

Les scores de la droite extrême et de l'extrême gauche⁴ varient en sens inverse (tableau 2d), ils sont d'autant plus élevés que les jugements portés sur l'économie, personnels et collectifs, rétrospectifs et prospectifs, sont négatifs. Il s'agit de petits partis, qui ne peuvent peser sur la gestion du pays, qui ont peu de chances d'arriver au pouvoir. Leurs électeurs ont une posture critique systématique, ils sanctionnent la gestion passée et n'attendent rien de l'avenir.

Les votes pour François Bayrou et Ségolène Royal (tableaux 2b et 2c) sont les moins sensibles aux jugements portés sur l'économie. Le candidat centriste bénéficie d'un soutien un peu plus élevé chez ceux qui jugent que leurs finances se sont améliorées au cours des douze derniers mois, chez ceux qui approuvent la gestion du gouvernement sortant, dont l'UDF fait partie. La candidate socialiste, elle, est un peu plus soutenue chez ceux qui jugent que la situation s'est dégradée, ceux qui sanctionnent la gestion du gouvernement, et chez ceux qui anticipent une amélioration future de leur situation économique. Mais les variations sont minimales, et surtout le vote en leur faveur n'est jamais associé à une vision positive de l'avenir économique de la France, soit qu'on ne leur reconnaisse pas les capacités de l'influencer, soit que leurs chances d'accéder au pouvoir sont jugées trop faibles.

Notons toutefois que ces quatre indicateurs économiques ne sont pas les seuls disponibles pour évaluer le poids des représentations économiques sur le vote. Dans le contexte

⁴ On n'a mis que le tableau pour l'extrême droite, la structure des votes de l'extrême gauche est similaire, sinon que les effets sont un peu plus faibles.

actuel, la question plus directe sur le sentiment que le chômage a beaucoup ou un peu augmenté, a diminué ou est resté stable entraîne des variations plus fortes des intentions de vote, avec des coefficients plus élevés dans la régression. Celles pour Nicolas Sarkozy varient de 17% chez ceux qui pensent que le chômage a beaucoup augmenté à 63% s'ils pensent qu'il a beaucoup diminué, celles pour Ségolène Royal passant dans le même temps de 7 à 33%. On peut raffiner encore et combiner nos indicateurs.

Enfin rappelons que l'économie n'est qu'un facteur parmi d'autres du choix électoral. Une série de régressions logistiques contrôlant l'effet des perceptions économiques par l'orientation politique (mesurée par le nombre d'attributs de gauche/de droite) et les variables socio démographiques de base (age, sexe, diplôme, statut professionnel) confirme que les jugements sur l'économie ont des effets significatifs sur les votes, tout particulièrement sur le vote Sarkozy, mais que le positionnement politique, qui filtre ces perceptions, est le facteur de loin le plus déterminant. Les indices de la situation économique (taux de chômage, taux de croissance, poids de la dette, montant des prélèvements obligatoires..) sont lus et évalués différemment selon qu'on est de droite ou de gauche. La causalité ne joue pas nécessairement dans un seul sens. On peut évaluer négativement les performances économiques d'un gouvernement ou les promesses d'un ou d'une candidate parce qu'on est a priori de l'autre bord politique.

3. Le vote des « salariés précaires »

Dans ce travail sur les représentations économiques et sociales, il nous est apparu important de suivre les opinions et comportements électoraux d'une catégorie particulière de la population, que l'on ne peut rattacher à une catégorie socio-professionnelle particulière, mais plutôt à ses conditions de vie, à savoir la précarité. Nous partons ici du constat fait par de nombreux sociologues (dont Serge Paugam ou Robert Castel), de l'instauration progressive d'un « précaire », ensemble de personnes dont la vie professionnelle et sociale est marquée par l'absence de sécurité. Afin de suivre les comportements politiques de cette population, nous avons créé un indicateur de précarité, qui regroupe l'ensemble des personnes dont les revenus sont insuffisants (ils considèrent qu'il leur est difficile ou très difficile de s'en sortir avec les revenus du foyer) et qui sont soit salariées dans toutes les situations professionnelles autres que le CDI, ou bien qui sont au chômage.

Ce groupe de personnes rassemble 15% de notre échantillon (soit 608 personnes). Outre les caractéristiques qui les rassemblent pour former le groupe étudié, nous pouvons remarquer que les précaires sont plutôt jeunes, féminins et d'origine étrangère. Ainsi, alors que 30% de la

population française est née après 1973, 41% des personnes faisant partie du groupe des précaires sont nées après 1973. 55% des précaires sont des femmes (pour 52% de l'échantillon), et 24% des précaires ont un parent d'origine étrangère (pour 18% de l'échantillon).

Le groupe de personnes rassemblées ici dans cet indicateur de précarité semble avoir des opinions structurées quelque peu différemment du reste de la population, et son vote est lui aussi spécifique.

Ainsi, ce groupe est caractérisé par une grande défiance envers le système politique et ceux qui l'incarnent : 32% des précaires sont très défiantes envers la politique (ils considèrent que la démocratie ne fonctionne pas bien, que les hommes politiques se préoccupent peu de leurs problèmes et que les élections n'amélioreront pas les choses) quand 25% de l'ensemble des personnes interrogées le sont.

Si l'on reprend les questions sociales et économiques étudiées dans ce rapport, on s'aperçoit que 20% des précaires ne sont pas du tout d'accord avec l'idée que les chômeurs pourraient retrouver du travail s'ils le voulaient vraiment (pour 12% des personnes interrogées). 33% des précaires considèrent qu'on devrait augmenter les impôts pour ceux qui payent plus de 4000 Euros (25% de l'ensemble des personnes interrogées) ; 66% des précaires pensent qu'il faudrait obliger les entreprises qui délocalisent à rembourser les aides publiques qu'elles ont perçues (62% de l'ensemble des personnes interrogées). Parmi les personnes précaires, 63% sont pour que l'on porte le SMIC à 1 500 Euros le plus tôt possible (48% de l'ensemble des personnes interrogées).

Il est intéressant de noter que les précaires n'ont pas toujours des positions spécifiques, leur position étant similaire à celle de toutes les personnes interrogées sur la baisse des impôts ou bien sur les retraites (sur les retraites, leur position ne diffère pas vraiment de celle de l'ensemble des personnes interrogées, si ce n'est qu'elles considèrent un peu plus durement l'impact de la réforme pour la France que pour eux-mêmes, ce qui est l'inverse pour toutes les autres personnes interrogées). D'autres réformes en revanche semblent les préoccuper en particulier. Tout se passe comme si les mesures susceptibles d'avoir renforcé la précarité en France les préoccupaient plus que d'autres. Il en va ainsi du CNE, dont 69% d'entre eux considèrent la mise en place comme plutôt négative pour eux-mêmes, contre 55% de l'ensemble des personnes interrogées. Il est ici intéressant de noter que les précaires ne sont plus que 61% à considérer la mise en place du CNE comme plutôt négative pour la France (contre 52% de l'ensemble des personnes interrogées). Tout

se passe ici comme si les précaires avaient le sentiment d'être « sacrifiés » pour le mieux-être du reste de la France. Enfin, les précaires sont 26% à considérer que le chômage a beaucoup augmenté ces dernières années (pour 18% de l'ensemble des personnes interrogées).

Relativement logiquement, ils pensent qu'il faut accorder la priorité, dans les prochaines années, à l'amélioration de la situation des salariés plutôt qu'à la compétitivité de l'économie française (19% des précaires souhaitent accorder la priorité à la compétitivité économique – 28% des personnes interrogées ; tandis que 76% des précaires préfèrent accorder la priorité à l'amélioration de la situation des salariés – 66% des personnes interrogées). Par ailleurs, 21% des précaires associent les 35 heures à une connotation « très positive » (contre 16% de l'ensemble des personnes interrogées) et 36% des précaires associent les 35 heures à une connotation « assez positive » (contre 30% de l'ensemble des personnes interrogées). Si le chômage est une préoccupation pour l'ensemble de la population, il l'est plus encore pour les précaires (32% de ceux-ci le classent comme premier problème pris en compte au moment de voter, contre 25% de l'ensemble de la population) ; les précaires sont en revanche moins préoccupés par les problèmes de délinquance ou de retraite que les autres.

Le comportement politique des précaires est lui aussi intéressant à isoler (tableau 2). 41% des précaires se disent plutôt de gauche, 21% plutôt de droite et 32% ni de gauche, ni de droite (pour respectivement 35, 31 et 28% de l'ensemble des personnes interrogées). Si l'on regarde leurs intentions de vote au premier tour, on constate que 17% des précaires souhaitent voter « à la gauche du parti socialiste » (contre 11% de l'ensemble des personnes interrogées), et 16% à la droite de l'UMP (contre 13% de l'ensemble des personnes interrogées). 29% des précaires disaient vouloir voter S Royal (25,4% de l'ensemble des personnes interrogées), mais seulement 14,4% pour F Bayrou (contre 18,8% des personnes interrogées) et 24% pour N. Sarkozy (contre 31,1% des personnes interrogées). On note aussi un survote pour l'extrême droite (14% contre 10%)

S'il fallait chercher un vote sanction, c'est peut-être du côté des « précaires », rarement isolés dans les enquêtes par sondage, qu'on le trouverait.

Tableau 2 :
Intentions de vote des « précaires » pour le 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2007(%)

	Gauche sauf Besancenot et Royal	Besancenot	Royal	Bayrou	Sarkozy	Nihous, De Villiers	Le Pen	
Non précaires	5,9	3,6	24,8	19,6	32,3	3,8	10,0	100
Précaires	10	6,8	28,9	14,4	24,1	1,7	13,9	100
Total	6,5	4,1	25,4	18,8	31,1	3,4	10,6	100

Nonna MAYER & Bruno PALIER
 Avec la collaboration de Viviane LE HAY